

# Commune de Cazouls-Lès-Béziers



## RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018



Conseil Municipal du 29 mars 2018

## INTRODUCTION

Dans les deux mois précédant le vote du budget, un débat sur les orientations budgétaires de la commune est, chaque année, inscrit à l'ordre du jour du Conseil Municipal.

La Loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 7 août 2015 en a modifié les modalités de présentation.

Ainsi, l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose :

*« Le budget de la commune est proposé par le Maire et voté par le Conseil Municipal. Dans les Communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du vote du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L.2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. »*

Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 a précisé le contenu de ce rapport (article D. 2312-3 du CGCT) :

- 1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement.  
Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.
- 2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes.  
Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
- 3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget.  
Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Concrètement, l'instauration d'un Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) apporte les deux principales modifications suivantes :

- Les informations figurant dans le Rapport d'Orientations Budgétaires doivent faire l'objet d'une publication, notamment sur le site internet de la Commune (lorsqu'elle en possède un),
- **Le débat afférent à la présentation de ce rapport doit désormais obligatoirement faire l'objet d'une délibération spécifique.**
- Enfin, le Rapport d'Orientations Budgétaires doit dorénavant être transmis au Représentant de l'Etat dans le département, ainsi qu'au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) dont la Commune est membre.

# I. CADRE NATIONAL D'ELABORATION BUDGETAIRE POUR 2018

Plus que le Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2018, le Projet de Loi de Programmation des Finances Publiques (LPFP) 2018 – 2022 qui marque de son empreinte les orientations financières pour le secteur local, dans le cadre du nouveau quinquennat.

## A. Principales dispositions de la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022

### **1° La trajectoire de résorption du déficit public et la place assignée aux collectivités locales (articles 3 et 13 LPFP)**

L'article 13 fixe que les collectivités contribuent à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique.

Le déficit public correspond à la différence entre contraction de dette nouvelle et le remboursement de dette ancienne, par les administrations centrales, sociales et locales.

La LPFP prévoit de ramener le **déficit public à -0,3 % du PIB à l'horizon 2022** (contre 2,9% en 2017 ou 3,3% en 2016).

Pour pallier à son incapacité à réduire son propre déficit d'ici 2022, l'Etat attend des administrations locales et sociales qu'elles dégagent des excédents à même de compenser l'essentiel de son déficit (-1,8% en 2022 contre -3,2 % en 2017).

Dans cette optique, la LPFP fixe 3 objectifs aux administrations locales qui correspondent à un pacte de confiance :

- **Un objectif de désendettement de 13 Mds € sur 5 ans**, dit objectif « amélioration du besoin de financement »,

Avec une intensification de l'effort chaque année de 2,6 Mds € supplémentaires, pour atteindre au total 16 Mds € en 2022 (soit 13 Mds € de plus qu'en 2017)

2017	2018	2019	2020	2021	2022
3 Mds €	5,6 Mds €	8,2 Mds	10,8 Mds	13,4 Mds €	16 Mds €

Sachant que les administrations locales ne remboursent qu'environ 15 Mds € de capital par an, une telle trajectoire **implique la fin du recours à l'emprunt en 2021-2022, et un ralentissement sévère entre-temps.**

Appliquée aux 171 Mds € de dette locale, elle aurait pour effet un désendettement de 14 % (25 Mds €) d'ici 2020 et de 32 % (54 Mds €) d'ici 2022 !

- **Un objectif de maîtrise des dépenses de fonctionnement à +1,2 % / an en moyenne, inflation comprise.**

Pour éviter que le désendettement ne s'opère par une compression de l'investissement...

Sachant que l'évolution tendancielle constatée sur 2009-2014 est de 2,5 % / an en moyenne.

...Sauf que nombre d'administration locales sont déjà à + 1,2 % / an voire en deçà, et ne dégageront par conséquent pas plus d'épargne brute.

De multiples prospectives montrent que pour se désendetter de 32 % en 5 ans, à maîtrise constante des dépenses de fonctionnement à + 1,2 % / an, une division par 2 à 3 de l'effort récent d'équipement serait requise.

- **Un objectif de plafond de capacité de désendettement**

Prescription d'un plafond de capacité de désendettement : **12 ans pour les Communes**, 10 ans pour les Départements, 9 ans pour les Régions et les Collectivités uniques, valeurs posées comme limites acceptables en prospective financière par rapport à des situations avérées de surendettement (de 15 à 20 ans).

Ratio de capacité de désendettement (en nombre d'années) = encours de la dette / épargne brute (dépenses de fonctionnement – recettes de fonctionnement).

D'ici 2020 à 2021, un constat de non-respect du pacte de confiance par les collectivités locales serait susceptible de remettre en cause l'engagement de l'Etat au niveau de la stabilité des dotations.

Un premier bilan du pacte de confiance sera réalisé en juillet 2019, cette tendance cadrera donc la fin de mandat.

### **2° Les moyens mis en œuvre (articles 13 et 29 LPFP)**

- **Une contractualisation avec les (environ) 340 plus grandes collectivités** : régions et collectivités uniques, départements, communes / EPCI dont les dépenses réelles de fonctionnement du budget principal 2016 sont supérieures à 60 M€.
- **Pour les autres collectivités du bloc communal sous le seuil de 60 M€** : elles ne sont, par défaut, pas concernées individuellement par le dispositif d'encadrement (du moins dans un premier temps), mais ont la possibilité de contractualiser.  
Si les incitations à contractualiser sont faibles, **elles auraient néanmoins tort de se désintéresser totalement des objectifs**. Il n'est pas interdit de penser que, si la trajectoire financière du monde local venait à s'écarter par trop des ambitions affichées, l'Etat n'en vienne à leur demander, un jour plus ou moins proche, des comptes.

### **3° La programmation des concours de l'Etat aux collectivités locales (article 16 LPFP)**

- **Stabilité des concours financiers de l'Etat d'ici 2020**, hors FCTVA, TVA et fonds économique des régions (qui s'éteint au-delà de 2018), figés à 38,1 Mds €.
- Exclusion de cette enveloppe « normée » du FCTVA et de la TVA des régions ; ainsi, leur hausse (éventuelle) ne viendra pas comprimer les dotations.

## **B. Principales dispositions de la Loi de Finances pour 2018**

La Loi de Finances pour 2018 s'appuie sur une **prévision de croissance économique (PIB) de + 1,7%** pour l'année 2018 et sur une **prévision d'inflation de + 1 %**.

Ce taux correspond également au **coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives des locaux d'habitation : + 1.2%**

A l'accoutumée des dernières années, la Loi de Finances pour 2018 distille nombre d'ajustements ou de mesures correctives.

Outre ces mesures ordinaires, elle compte deux dispositions majeures.

- **Suppression de la Taxe d'Habitation (TH)** pour 80 % des contribuables à l'horizon 2020 et la confirmation d'une compensation intégrale des dégrèvements par l'Etat, dont les modalités restent à

fixer. Un dégrèvement progressif, sur trois ans (30 % en 2018, 65% en 2019, 100% en 2020), est prévu avant une suppression totale.

Cela signifie que le contribuable national se substituera au contribuable local. Les collectivités ne perdront pas de recettes fiscales à court terme. En cas de variation des taux, le contribuable local supportera l'effet taux, le contribuable national ne supportant que l'effet base.

Mais une grande réforme de la fiscalité est annoncée.

- **Suppression de la Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP).**
- **Stabilité du FPIC** : le montant du FPIC pour 2018 est de 1 Md €.
- **Hausse de la péréquation du bloc communal** : de + 210 M€, répartie entre DSU (+190 M€) et DSR (+90 M€).
- **Abondement de la DETR** : de + 50 M€.

## II. ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2018 POUR LA COMMUNE DE CAZOULS-LES-BEZIERS

### Cadre d'analyse :

Les données ci-après présentées sont issues des CA 2014 à 2017, du projet de BP 2018 et des tendances d'évolution à compter de 2019.

Les recettes fiscales sont entendues hors augmentation des taux d'imposition.

Il n'est plus prévu de baisse des dotations étatiques jusqu'à l'horizon 2020, année de fin du mandat actuel.

Les données de 2018 sont entendues comme prévisionnelles et sont comparées au réalisé 2017.

Les dépenses prévisionnelles sont estimées à leur montant maximum soit entendues comme un plafond, les recettes prévisionnelles sont estimées a minima soit entendues comme un plancher.

### 1° Les recettes de fonctionnement

#### 1-1 Zoom sur les recettes fiscales

Les recettes fiscales hors rôles supplémentaires progresseraient de 45 K€ en 2018 par rapport à 2017.

Cette hausse est liée uniquement à la dynamique des bases.

#### TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux TH	14,76%	14,76%	14,98%	14,98%	14,98%	14,98%	14,98%
Taux FB	22,57%	22,57%	22,91%	22,91%	22,91%	22,91%	22,91%
Taux FNB	65,83%	65,83%	66,82%	66,82%	66,82%	66,82%	66,82%

#### BASES NETTES D'IMPOSITION

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Base nette TH	5 244 883	5 533 417	5 403 543	5 553 059	5 703 991	5 847 447	6 024 039
Base nette FB	3 835 563	3 992 182	4 069 470	4 166 616	4 271 449	4 370 375	4 490 914
Base nette FNB	218 221	221 077	221 613	226 585	224 718	222 426	220 157

#### EVOLUTION NOMINALE DES BASES NETTES D'IMPOSITION

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18	2020/19
Base nette TH	2,3%	5,5%	-2,3%	2,8%	2,7%	2,5%	3,0%
Base nette FB	2,7%	4,1%	1,9%	2,4%	2,5%	2,3%	2,8%
Base nette FNB	0,1%	1,3%	0,2%	2,2%	-0,8%	-1,0%	-1,0%

#### PRODUITS FISCAUX

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Produit TH	774 145	816 732	809 451	831 848	854 458	875 947	902 401
Produit FB	865 687	901 035	932 316	954 572	978 589	1 001 253	1 028 868
Produit FNB	143 655	145 535	148 082	151 404	150 157	148 625	147 109
<b>Produit 3 Taxes ménages</b>	<b>1 783 486</b>	<b>1 863 303</b>	<b>1 889 848</b>	<b>1 937 824</b>	<b>1 983 203</b>	<b>2 025 825</b>	<b>2 078 378</b>

#### 1-2 Zoom sur les dotations étatiques et compensations fiscales

En 2017, la Commune de Cazouls-Lès-Béziers a dépassé les 5 000 habitants DGF, elle est par conséquent passée à la strate supérieure.

Ainsi entre 2016 et 2017, les dotations d'aménagement (DSR et DNP) ont progressé de 68 K€, alors qu'en 2016 ces mêmes dotations n'avaient progressé que de 26 K€.

Le changement de strate a donc été profitable à la Commune de Cazouls-Lès-Béziers.

En 2017, il y a eu la dernière année de baisse des dotations étatiques, la Contribution au Redressement des Finances Publiques fut à hauteur de 34 K€ pour la Commune de Cazouls-Lès-Béziers.

Au total, cette baisse a été de 191 K€ entre 2013 et 2017.

En 2018, la Commune de Cazouls-Lès-Béziers n'aurait plus de baisse des dotations étatiques en raison de la Contribution au Redressement des Finances Publiques, et bénéficierait de la fraction bourg-centre de la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) :

La Dotation de Solidarité Rurale (DSR) est estimée à 495 K€ :

- Dont une fraction cible : 146 K€
- Dont une fraction péréquation : 108 K€
- **Dont une fraction bourg-centre : 240 K€ (Cazouls-Lès-Béziers serait de nouveau éligible au regard de l'article 159 de la LFI 2018 qui modifie l'article L.2334-21 du CGCT)**

#### DGF

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dotation forfaitaire (DF)	529 972	474 128	413 399	387 870	394 765	401 043	408 231
Effet variation de population	12 626	8 545	6 510	8 670	6 895	6 278	7 188
Contribution RFP	-24 950	-64 389	-67 239	-34 199	0	0	0
+ Dotation aménagement (DSU, DSR, DNP)	274 906	319 799	345 772	414 070	657 800	684 636	713 718
dont DSR	123 184	153 438	182 684	235 279	495 955	520 633	546 437
dont DNP	151 722	166 361	163 088	178 791	161 845	164 003	167 280
<b>= DGF</b>	<b>804 878</b>	<b>793 927</b>	<b>759 171</b>	<b>801 940</b>	<b>1 052 565</b>	<b>1 085 679</b>	<b>1 121 949</b>
FDTP	0	0	0	0	0	0	0
+ FPIC	55 087	76 301	93 558	138 522	135 400	135 400	135 400
+ DDR + DDU + Autres	0	0	0	0	0	0	0
<b>= Fonds de péréquation (B)</b>	<b>55 087</b>	<b>76 301</b>	<b>93 558</b>	<b>138 522</b>	<b>135 400</b>	<b>135 400</b>	<b>135 400</b>
<b>Compensations fiscales (C)</b>	<b>111 854</b>	<b>111 400</b>	<b>98 157</b>	<b>108 953</b>	<b>114 145</b>	<b>116 583</b>	<b>118 901</b>
<b>DOTATIONS (A) + (B) + (C)</b>	<b>971 819</b>	<b>981 628</b>	<b>950 886</b>	<b>1 049 415</b>	<b>1 302 110</b>	<b>1 337 663</b>	<b>1 376 250</b>

Les compensations fiscales sont estimées à 114 K€ en 2018, elles ne subissent plus la baisse décidée en Loi de Finances pour financer la péréquation nationale.

#### COMPENSATIONS FISCALES

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Compensations TH	68 385	74 399	66 066	82 446	87 843	90 231	92 500
Compensations FB	9 781	6 742	4 705	1 726	1 869	1 920	1 968
Compensation FNB	31 786	29 002	26 320	24 449	24 433	24 433	24 433
Compensations TP / CFE / CVAE	1 902	1 257	1 066	332	0	0	0
<b>Compensations fiscales</b>	<b>111 854</b>	<b>111 400</b>	<b>98 157</b>	<b>108 953</b>	<b>114 145</b>	<b>116 583</b>	<b>118 901</b>

En 2018, le FPIC estimé de la Commune de Cazouls-Lès-Béziers serait de 135 K€ (source : Communauté de Communes La Domitienne), comprenant la part communale et le reversement de la part intercommunale (depuis 2017. Pour rappel, FPIC 2017 : 138 K€).

### 1-3 Considération générale sur l'ensemble des recettes de fonctionnement

La Commune de Cazouls-Lès-Béziers encaisserait des recettes de fonctionnement (recettes réelles et recettes exceptionnelles – hors opérations d'ordre) estimées à 4 127 K€ en 2018.

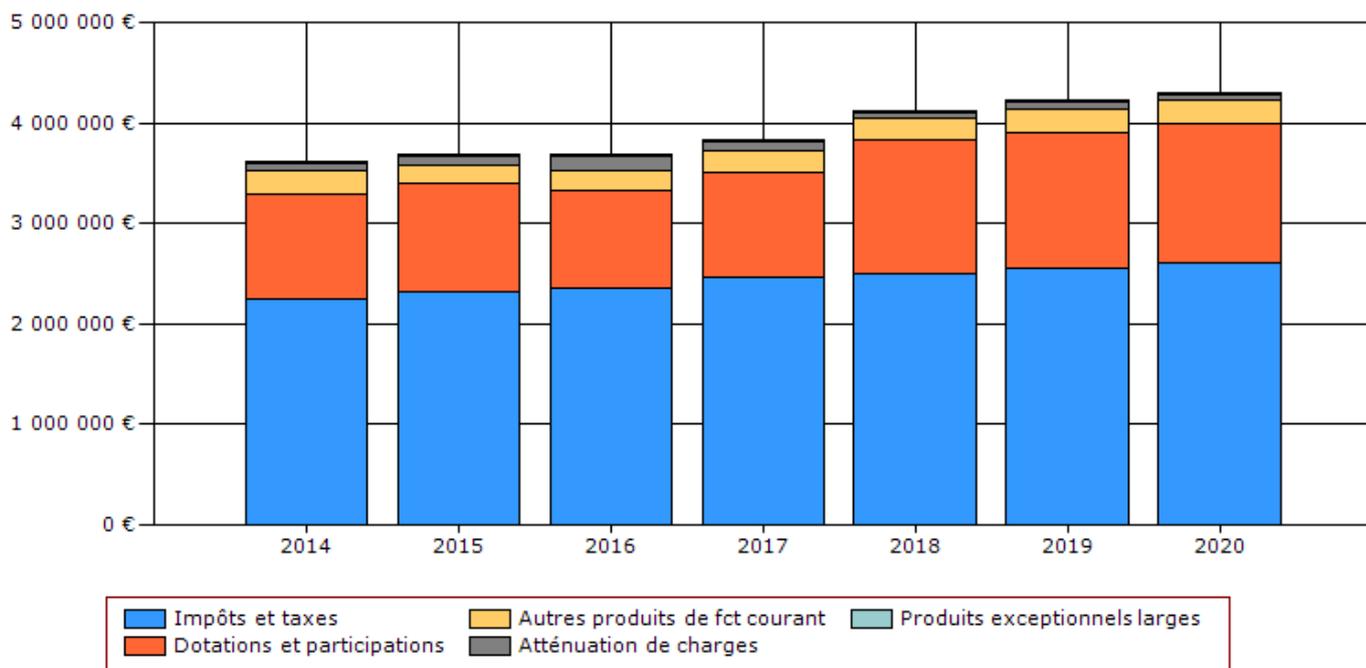
Ce montant serait en progression de près de 300 K€ vis-à-vis du réalisé 2017, en raison principalement de la hausse de la Dotation Globale de Fonctionnement confère Dotation de Solidarité Rurale bourg-centre.

La taxe additionnelle aux droits de mutation est estimée à 110 K€, soit stable par rapport aux précédents exercices.

Par contre, la Taxe sur l'Electricité serait en hausse de plus de 10 K€ vis-à-vis de 2017, en raison de la hausse du coefficient multiplicateur voté en 2017.

Les produits des services (chapitre 70) sont estimés à 148 K€ contre 135 K€ en 2017, en raison de la hausse des recettes de restauration scolaire (proportionnelle à la dépense).

### Produits de fonctionnement



#### PRODUITS DE FONCTIONNEMENT : MONTANT

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Var° CA 2017/ BP 2018
<b>Produits fonctionnement courant stricts</b>	3 530 523	3 580 947	3 520 546	3 721 514	4 046 787	4 146 472	4 228 643	325 272
Impôts et taxes	2 257 676	2 324 581	2 364 998	2 465 894	2 506 017	2 548 639	2 601 192	40 123
Contributions directes	1 800 944	1 871 110	1 892 810	1 949 483	1 988 203	2 030 825	2 083 378	38 720
TEOM	1 120	1 368	1 283	1 324	2 000	2 000	2 000	676
Attribution de compensation reçue	200 393	200 393	200 393	187 313	187 314	187 314	187 314	1
Attribution FPIC	55 087	76 301	93 558	138 522	135 400	135 400	135 400	-3 122
7351-Taxe sur l'électricité	61 656	59 058	62 750	69 952	80 000	80 000	80 000	10 048
7381-Taxe add. droits de mutation	134 938	113 714	106 468	117 013	110 000	110 000	110 000	-7 013
Solde impôts et taxe	3 539	2 637	7 736	2 287	3 100	3 100	3 100	813
Dotations et participations	1 031 985	1 077 507	956 954	1 049 982	1 318 910	1 364 908	1 393 450	268 928
DGF	804 878	793 927	759 171	801 940	1 052 565	1 085 679	1 121 949	250 625
Compensations fiscales	111 854	111 400	98 157	108 953	114 145	116 583	118 901	5 192
GFP de rattachement (R74751)	72 043	71 424	60 793	28 550	29 600	30 000	30 000	1 050
Dotation de recensement (R7484)	10 045	0	0	0	0	10 045	0	0
Solde participations diverses	33 165	100 756	38 833	110 539	122 600	122 600	122 600	12 061
Autres produits de fct courant	240 862	178 859	198 594	205 638	221 860	232 925	234 001	16 222
Produits des services et du domaine (70)	135 033	118 686	128 343	135 262	148 060	149 125	150 201	12 798
Autres produits de gestion courante (75)	105 829	60 173	70 250	70 376	73 800	83 800	83 800	3 424
Atténuations de charges	72 042	98 689	170 428	95 681	70 000	70 000	70 000	-25 681
<b>Produits de fonctionnement courant</b>	<b>3 602 565</b>	<b>3 679 636</b>	<b>3 690 974</b>	<b>3 817 195</b>	<b>4 116 787</b>	<b>4 216 472</b>	<b>4 298 643</b>	<b>299 591</b>
Produits exceptionnels larges	9 163	17 306	2 793	13 179	10 000	10 000	10 000	-3 179
<b>Produits de fonctionnement</b>	<b>3 611 728</b>	<b>3 696 942</b>	<b>3 693 767</b>	<b>3 830 375</b>	<b>4 126 787</b>	<b>4 226 472</b>	<b>4 308 643</b>	<b>296 412</b>

## 2° Les charges de fonctionnement

Les charges à caractère général (Chapitre 11) progresseraient de 116 K€ entre le CA 2017 et le BP 2018. Elles s'établiraient à 921 K€. De BP 2017 à BP 2018, la progression est de 1%.

Cette forte progression s'explique par une estimation a maxima des dépenses.

La progression s'explique principalement par une hausse des dépenses de restauration scolaire (plus d'enfants inscrits) et par une hausse des dépenses de fêtes et cérémonies (+ 25 K€ au BP 2018 par rapport au BP 2017).

Les charges de personnel (Chapitre 12) seraient de 2 089 K€, soit une hausse de 54 K€ par rapport au réalisé 2017 (+ 2.7 % de réalisé à prévisionnel), ce qui correspond à une réelle maîtrise du coût de la masse salariale.

Les autres charges de gestion courante (Chapitre 065) s'établiraient à 578 K€ en 2018 contre 536 K€ réalisés en 2017.

La principale hausse s'explique par l'augmentation de la subvention d'équilibre au budget jeunesse : + 34 K€, en raison du coût généré par le retour à la semaine des 4 jours (perte du fond étatique de soutien aux TAP).

### Sous-Bilan :

Les charges de fonctionnement courant sont estimées à 3 588 K€ en 2018 contre 3 375 K€ réalisées en 2017, soit une hausse de 212 K€, soit + 6,3 %.

Les autres charges (dépenses imprévues, dépenses exceptionnelles)

Les dépenses imprévues sont fixées à 30 000 € au BP 2018.

Les dépenses exceptionnelles seraient de 76 000 € au BP 2018.

Les frais financiers divers sont estimés à 7 000 €, hors intérêt de la dette.

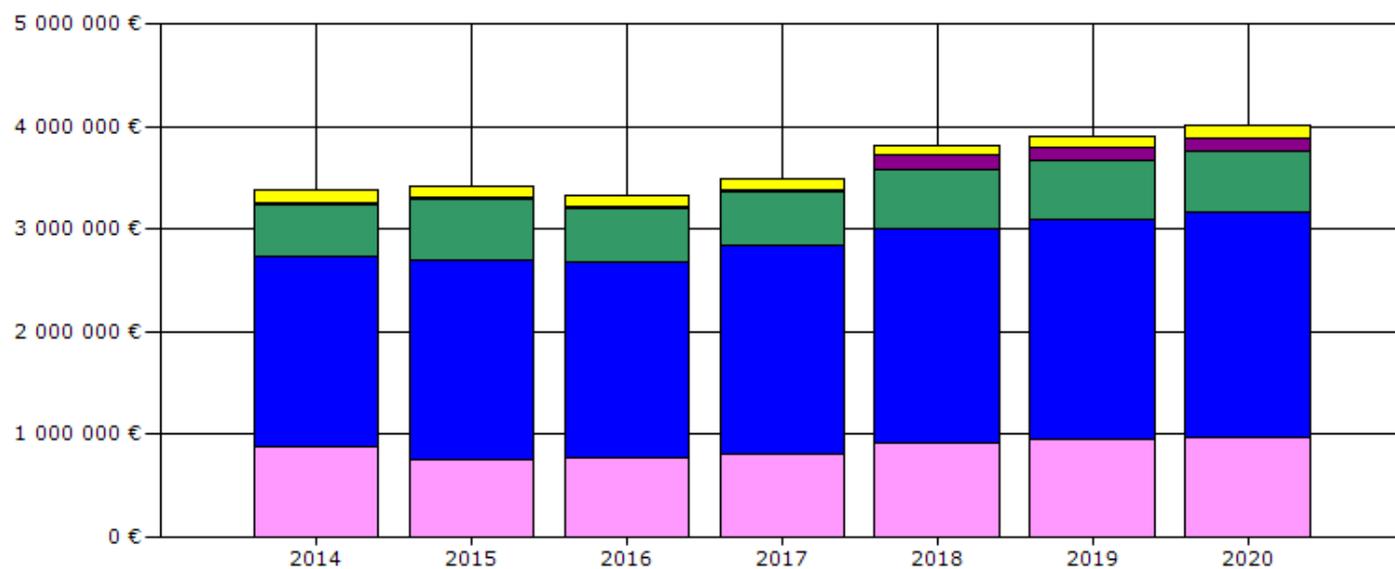
#### CHARGES DE FONCTIONNEMENT : MONTANT

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Var <sup>2</sup> CA 2017/ BP 2018
Charges fct courant strictes	3 246 541	3 292 915	3 209 236	3 375 488	3 587 581	3 671 873	3 758 348	212 093
Charges à caractère général	875 538	749 877	773 619	804 589	920 660	948 280	976 728	116 071
Charges de personnel	1 864 786	1 953 850	1 916 192	2 034 746	2 089 100	2 141 328	2 194 861	54 354
Autres charges de gestion courante	506 216	589 187	519 425	536 153	577 821	582 266	586 759	41 668
Elus	112 337	107 746	112 218	115 566	117 000	118 452	119 921	1 434
Service d'incendie	107 734	108 165	108 165	108 382	109 236	110 328	111 431	854
Budget jeunesse (SPA)	91 003	165 696	124 213	144 183	178 567	180 353	182 156	34 384
Subvention personnes de droit privé	132 240	110 733	112 215	108 780	110 000	110 000	110 000	1 220
657362 CCAS	0	0	11 879	11 710	11 515	11 630	11 746	-195
Solde autres charges de gestion courante	62 902	96 847	50 935	47 532	51 503	51 503	51 503	3 971
Atténuations de produits	16 400	16 905	17 506	0	0	0	0	0
<b>Charges de fonctionnement courant</b>	<b>3 262 941</b>	<b>3 309 820</b>	<b>3 226 741</b>	<b>3 375 488</b>	<b>3 587 581</b>	<b>3 671 873</b>	<b>3 758 348</b>	<b>212 093</b>
Charges exceptionnelles larges	3 457	3 389	1 604	12 101	133 000	133 000	133 000	120 899
<b>Charges de fct hors intérêts</b>	<b>3 266 397</b>	<b>3 313 209</b>	<b>3 228 346</b>	<b>3 387 589</b>	<b>3 720 581</b>	<b>3 804 873</b>	<b>3 891 348</b>	<b>332 992</b>

#### CHARGES DE FONCTIONNEMENT : EVOLUTION NOMINALE

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18	2020/19
Charges fct courant strictes	2,5%	1,4%	-2,5%	5,2%	6,3%	2,3%	2,4%
Charges à caractère général	1,8%	-14,4%	3,2%	4,0%	14,4%	3,0%	3,0%
Charges de personnel	2,8%	4,8%	-1,9%	6,2%	2,7%	2,5%	2,5%
Autres charges de gestion courante	2,5%	16,4%	-11,8%	3,2%	7,8%	0,8%	0,8%
Atténuations de produits	-100,0%	3,1%	3,6%	-100,0%	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Charges de fonctionnement courant</b>	<b>2,4%</b>	<b>1,4%</b>	<b>-2,5%</b>	<b>4,6%</b>	<b>6,3%</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,4%</b>
Charges exceptionnelles larges	83,7%	-2,0%	-52,7%	654,2%	999,1%	0,0%	0,0%
<b>Charges de fct hors intérêts</b>	<b>3,0%</b>	<b>1,4%</b>	<b>-2,6%</b>	<b>4,9%</b>	<b>9,8%</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,3%</b>

## Charges de fonctionnement



Ch. à caractère général (011)	Autres ch. gestion courante (65)	Atténuations de produits	Intérêts
Ch. de personnel (012)	Autres charges fct courant	Ch. exceptionnelles larges	

### 3° Les dépenses d'investissement

La Commune de Cazouls-Lès-Béziers a prévu des dépenses d'investissement, hors annuité de dette, 6 214 K€. Sur 2014-2020, la Commune de Cazouls-Lès-Béziers réaliserait un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) de plus de 15 M€, dont 40 % de la dépense concentrée en 2018.

Ce haut niveau de dépenses d'équipement prévu au BP 2018 contraindrait la Commune de Cazouls-Lès-Béziers à une gestion assidue de sa trésorerie et de ses financements extérieurs, sans compter le risque de dépasser les limites de ses capacités humaines et techniques.

#### OPERATIONS D'EQUIPEMENT

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total 2014/2020
<b>Opérations directes</b>	<b>566 959</b>	<b>1 148 082</b>	<b>1 167 179</b>	<b>2 008 217</b>	<b>6 214 216</b>	<b>2 054 267</b>	<b>1 909 400</b>	<b>15 068 320</b>
N°902 - Acquisition de matériel	9 978	33 659	50 793	60 578	57 242	50 000	50 000	312 250
N°903 - Travaux de bâtiments	129 446	223 192	68 012	104 340	205 815	100 000	100 000	930 805
N°905 - Acquis. matériel de transport	0	0	45 000	22 142	25 901	82 200	20 000	195 243
N°911 - Sports et loisirs	3 874	339 111	0	960	475 480	41 667	0	861 092
N°912 - Acquis. Terrains Echanges	17 739	184 000	28 212	3 325	31 705	20 000	20 000	304 981
N°913 - Aménagt Village Eclairage Sono	0	0	1 392	5 301	12 750	10 000	10 000	39 443
N°915 - Ecoles primaire-maternelle	6 572	0	4 876	28 468	131 756	10 000	10 000	191 672
N°917 - Elaboration, modif POS	0	0	290	18 300	46 900	0	0	65 490
N°931 - Travaux voirie village	68 308	28 779	0	0	189 132	100 000	100 000	486 219
N°934 - Réhabilitation réseau eaux usées	0	324	19 228	434 933	0	0	0	454 485
N°938 - Amélioration pratiques phytosanitaires et agricoles	1 200	24 960	0	7 880	42 670	0	0	76 710
N°947 - Voirie rurale	36 313	0	0	1 092	45 908	20 000	20 000	123 313
N°957 - Médiathèque	0	0	0	0	40 332	2 000	2 000	44 332
N°968 - Bassin de rétention Peras Muscadelles	0	0	4 882	12 237	179 663	0	0	196 782
N°969 - Mise en sécurité bâtiments communaux	37 519	303	5 074	166 517	12 328	0	0	221 741
N°973 - Aménagt divers Espaces verts	14 960	7 987	949	9 026	21 590	1 000	10 000	65 512
N°975 - Aire de lavage / machine à vidanger		2 979	6 882	34 801	686 580	0	0	731 242
N°977 - Réaménagt Place des 140	6 708	1 800	16 396	2 760	884 700	887 400	887 400	2 687 164
N°978 - Face 2015		0	568	131 552	109 840	0	0	241 960
N°979 - Avenue Victor Hugo		0	349 834	0	0	0	0	349 834
N°980 - Espace Jeune			8 439	32 925	57 258	500 000	50 000	648 622
N°981 - Création Maison médicale			684	31 078	1 086 640	0	0	1 118 402
N°982 - Aménagement Rue de l'Egalité - Carbo			0	17 682	250 154	0	0	267 836
N°984 - Réaménagement abords Jean Jaurès		0	0	524 509	288 175	0	0	812 684
N°985 - Désenclavement centre-bourg		0	0	0	28 342	20 000	20 000	68 342
N°986 - FACE 2016			120 000	115 427	316 705	0	0	552 132
N°987 - Station d'épuration		0	0	23 106	0	0	0	23 106
N°988 - Création bâtiment Nouvelle Poste		0	0	15 120	479 042	0	0	494 162
N°989 - Face 2017		0	0	0	297 608	0	0	297 608
Travaux en régie	0	0	0	0	110 000	110 000	110 000	330 000
Autres opérations d'équipement	234 343	300 988	435 668	204 158	100 000	100 000	500 000	1 875 157
<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>566 959</b>	<b>1 148 082</b>	<b>1 167 179</b>	<b>2 008 217</b>	<b>6 214 216</b>	<b>2 054 267</b>	<b>1 909 400</b>	<b>15 068 320</b>

Le remboursement en capital de la Commune de Cazouls-Lès-Béziers serait de 285 K€ au BP 2018.

## 4° Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement sont composées de :

- Du Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA, en N-1) estimé à 164 K€.
- De la taxe d'aménagement (TA) estimée à 50 K€
- De subventions à 3 733 K€
- Et d'un emprunt d'équilibre de 836 K€, dont 681 K€ correspondent à un reste à encaisser (emprunt à taux zéro contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sur le mandat).

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Opérations directes</b>	<b>2 106 120</b>	<b>679 937</b>	<b>1 010 162</b>	<b>1 711 573</b>	<b>3 733 291</b>	<b>508 444</b>	<b>837 944</b>
N°902 - Acquisition de matériel	3 609	1 878	405	887	8 050	0	0
N°903 - Travaux de bâtiments	58 541	104 404	14 671	52 335	64 255	0	0
N°905 - Acquis. matériel de transport	0	0	0	0	0	0	0
N°911 - Sports et loisirs	0	158 334	0	0	305 072	20 500	0
N°912 - Acquis. Terrains Echanges	0	0	0	0	10 205	0	0
N°913 - Aménagt Village Eclairage Sono	0	0	0	0	0	0	0
N°915 - Ecoles primaire-maternelle	0	0	0	0	89 625	0	0
N°917 - Elaboration, modif POS	0	0	0	0	20 000	0	0
N°931 - Travaux voirie village	46 000	18 219	22 631	77 052	59 205	13 000	13 000
N°934 - Réhabilitation réseau eaux usées	0	21 339	30 596	660 450	0	0	0
N°938 - Amélioration pratiques phytosanitaires	8 565	0	0	9 580	22 354	0	0
N°947 - Voirie rurale	9 987	0	0	300	10 328	0	0
N°957 - Médiathèque	0	0	0	0	25 553	0	0
N°968 - Bassin de rétention Peras Muscadelles	0	0	0	0	185 914	0	0
N°969 - Mise en sécurité bâtiments communaux	31 550	8 895	38 545	38 700	17 128	0	0
N°973 - Aménagt divers Espaces verts	0	0	0	0	0	0	0
N°975 - Aire de lavage / machine à vidanger	0	180	4 581	0	515 360	0	0
N°977 - Réaménagt Place des 140	0	0	132	0	485 863	324 944	324 944
N°978 - Face 2015	0	0	5 225	127 586	98 630	0	0
N°979 - Avenue Victor Hugo	0	91 000	97 000	53 683	0	0	0
N°980 - Espace Jeune	0	0	0	13 503	25 000	150 000	0
N°981 - Création Maison médicale	0	0	0	0	611 485	0	0
N°982 - Aménagement Rue de l'Egalité - Carbo	0	0	54 000	0	231 743	0	0
N°984 - Réaménagement abords Jean Jaurès	0	0	0	552 924	51 176	0	0
N°985 - Désenclavement centre-bourg	0	0	0	0	19 970	0	0
N°986 - FACE 2016	0	0	198 126	119 700	316 705	0	0
N°987 - Station d'épuration	0	0	0	3 973	0	0	0
N°988 - Création bâtiment Nouvelle Poste	0	0	0	0	262 062	0	0
N°989 - Face 2017	0	0	0	0	297 608	0	0
Autres opérations d'équipement	1 947 869	275 688	544 250	900	0	0	500 000
<b>Subventions d'investissement</b>	<b>2 106 120</b>	<b>679 937</b>	<b>1 010 162</b>	<b>1 711 573</b>	<b>3 733 291</b>	<b>508 444</b>	<b>837 944</b>

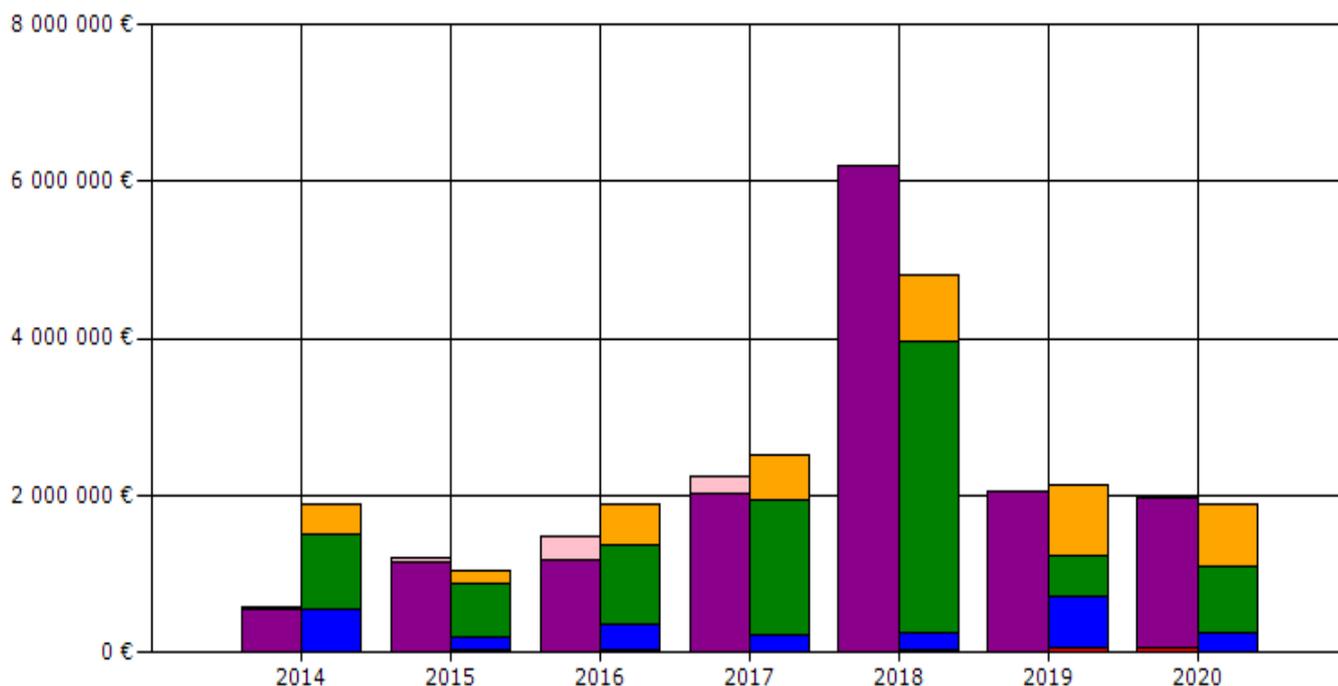
Au regard du très haut niveau de dépenses d'investissement prévu en 2018, avec un niveau de trésorerie relativement faible, l'encaissement des subventions dont celles relatives au Contrat de Territoire Intercommunal (CTI), est un impondérable au maintien de l'équilibre financier de la commune.

C'est en ce sens qu'un projet d'optimisation du Contrat de Territoire Intercommunal par des réajustements de crédits et rebasculé vers de nouvelles opérations d'investissement, a été proposé.

## FINANCEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépenses d'investissement hors dette	567 309	1 207 665	1 485 790	2 230 435	6 214 216	2 054 267	1 909 400
Dépenses d'équipement	566 959	1 148 082	1 167 179	2 008 217	6 214 216	2 054 267	1 909 400
Dépenses financières d'inv.	350	59 583	318 611	222 218	0	0	0
<b>Dép d'inv hors annuité en capital</b>	<b>567 309</b>	<b>1 207 665</b>	<b>1 485 790</b>	<b>2 230 435</b>	<b>6 214 216</b>	<b>2 054 267</b>	<b>1 909 400</b>
<b>Financement de l'investissement</b>	<b>1 885 139</b>	<b>1 032 262</b>	<b>1 875 589</b>	<b>2 510 776</b>	<b>4 806 667</b>	<b>2 130 267</b>	<b>1 834 400</b>
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>-6 704</b>	<b>15 414</b>	<b>22 806</b>	<b>-7 851</b>	<b>22 482</b>	<b>44 279</b>	<b>-55 942</b>
Ressources propres d'inv. (RPI)	541 724	176 912	342 620	213 743	214 045	677 228	252 189
FCTVA	201 300	63 530	154 897	88 575	164 045	611 628	202 189
Produits des cessions	0	0	135 633	1 200	0	15 600	0
Diverses RPI	340 423	113 382	52 090	123 968	50 000	50 000	50 000
Fonds affectés (amendes, ...)	-1 156 000	-1	0	0	0	0	0
Subventions yc DGE / DETR	2 106 120	679 937	1 010 162	1 711 573	3 733 291	508 444	837 944
Emprunt	400 000	160 000	500 000	593 311	836 849	900 316	800 209
Variation de l'excédent global	237 063	-175 403	389 799	280 341	-1 407 549	76 000	-75 000

### Financement de l'investissement



■ Epargne nette   
 ■ Dépenses d'équipement   
 ■ Autres dép. inv.   
 ■ RPI   
 ■ Subv° et autres rec. inv.   
 ■ Emprunt

## 5° La dette

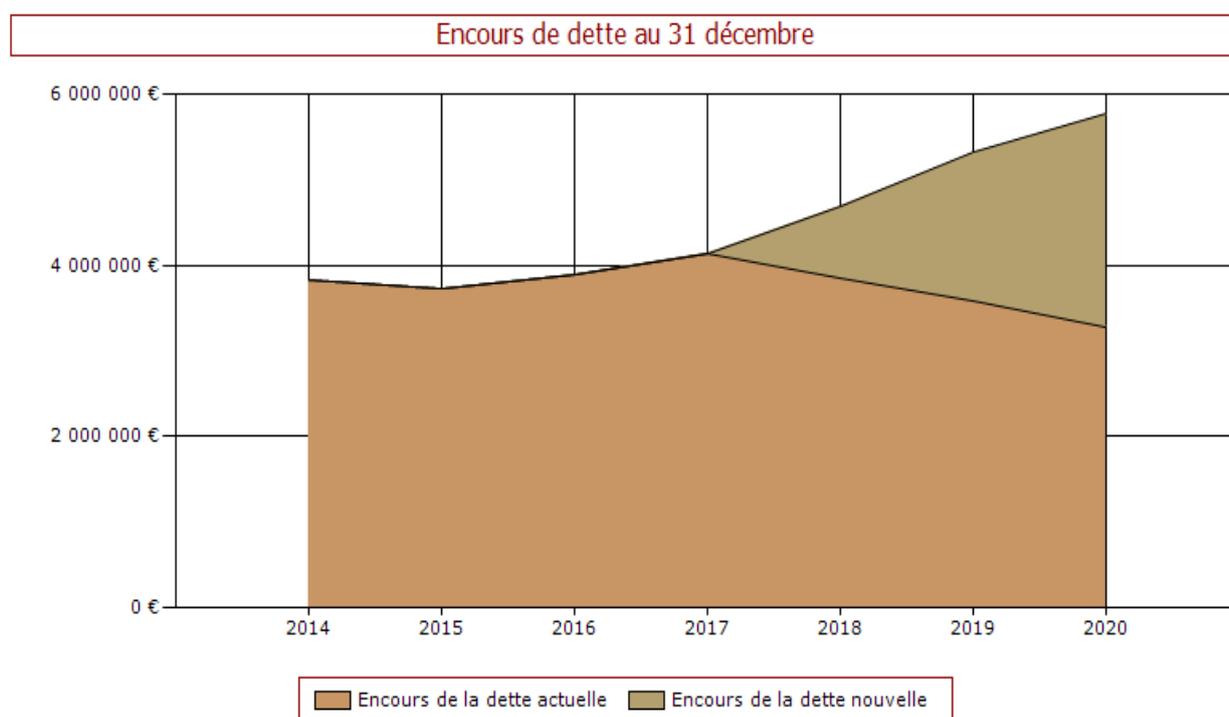
Au 31 décembre 2017, l'encours de la dette du budget principal était de 4 145 K€.

Dans le cadre où la Commune de Cazouls-Lès-Béziers contracterait des emprunts de 837 K€ (dont 680 K€ prévus auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, et 155 K€ nouveaux d'équilibre du BP 2018) avec un remboursement en capital de 285 K€, l'encours de la dette au 31 décembre 2018 s'établirait à 4 698 K€.

Le surplus d'emprunt de 155 K€ ne sera nécessaire qu'en cas de décaissement total.

### ENCOURS BRUT DE DETTE

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours brut au 1er janvier	3 657 708	3 826 343	3 730 509	3 896 547	4 145 475	4 697 697	5 320 680
- Remboursement du capital brut	231 365	255 849	333 962	347 637	284 627	277 333	348 036
+ Emprunt	400 000	160 000	500 000	593 311	836 849	900 316	800 209
+ Divers	0	15	-1	3 254	0	0	0
= Variation de l'encours brut	168 635	-95 834	166 037	248 928	552 222	622 983	452 173
<b>= Encours brut au 31 décembre</b>	<b>3 826 343</b>	<b>3 730 509</b>	<b>3 896 547</b>	<b>4 145 475</b>	<b>4 697 697</b>	<b>5 320 680</b>	<b>5 772 853</b>



### Les ratios de la dette :

Le délai de désendettement de la Commune de Cazouls-Lès-Béziers était de 12 ans au 31 décembre 2017.

Il serait de 15 ans en 2018.

La dégradation du délai de désendettement s'explique par une détérioration du solde de fonctionnement (qui correspond à l'épargne brute) dans un cadre de hausse de l'endettement lié à un très haut niveau de PPI inscrit au BP 2018.

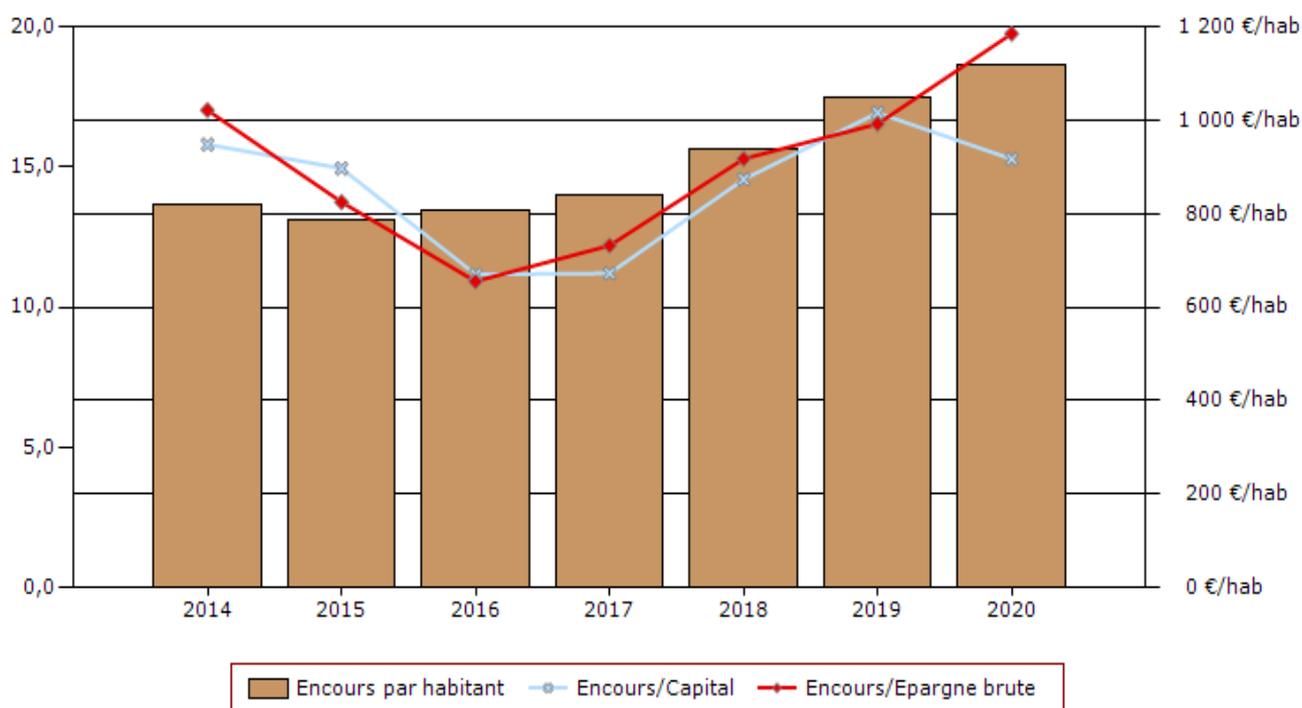
### ENCOURS DE DETTE AU 31/12

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Encours</b>	3 826 343	3 730 509	3 896 547	4 145 475	4 697 697	5 320 680	5 772 853
/ Epargne brute	224 661	271 263	356 768	339 786	307 109	321 612	292 094
<b>= Encours / Epargne brute</b>	<b>17,0</b>	<b>13,8</b>	<b>10,9</b>	<b>12,2</b>	<b>15,3</b>	<b>16,5</b>	<b>19,8</b>

### RATIOS DE DETTE

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours / Capital (en années)	15,8	15,0	11,2	11,2	14,6	16,9	15,3
Encours par habitant	821,5	785,5	805,4	841,7	939,2	1 049,0	1 120,5
Encours / Produits de fonctionnement	105,9%	100,9%	105,5%	108,2%	113,8%	125,9%	134,0%

### Ratios de dette

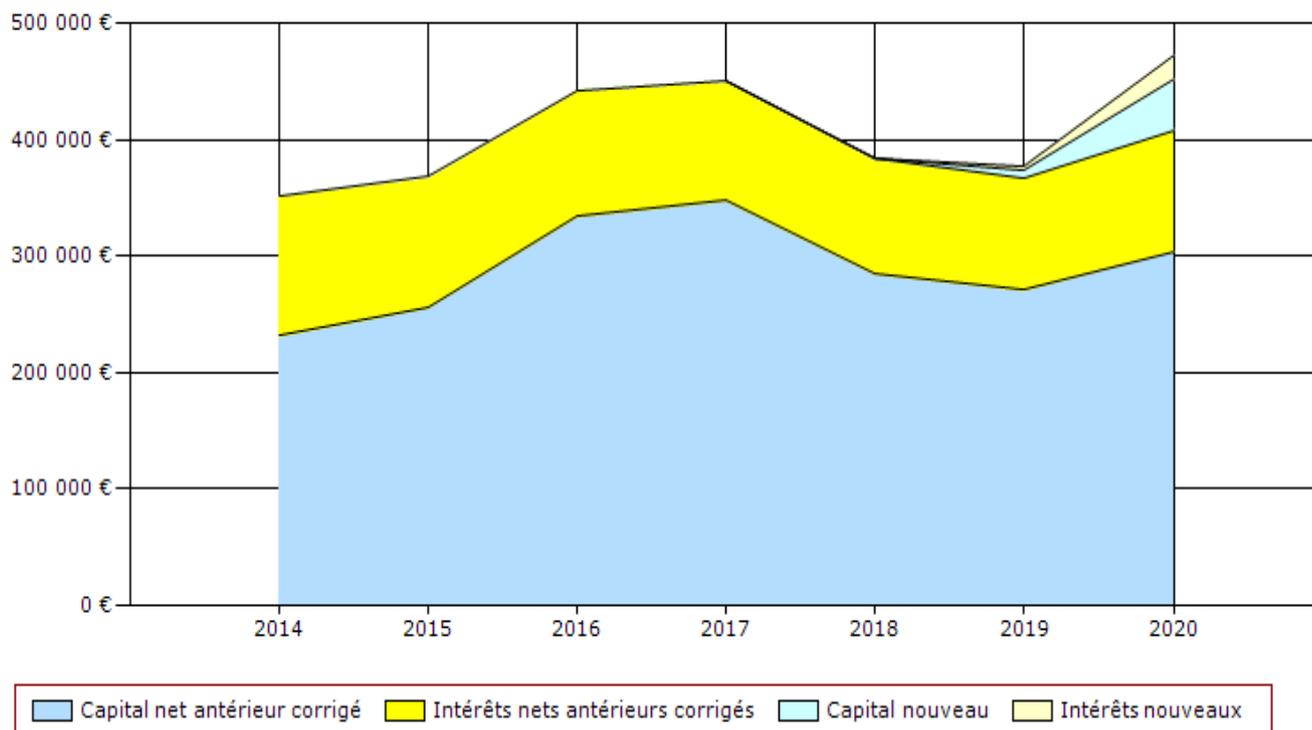


### L'annuité de dette :

#### ANNUITE DE LA DETTE

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Capital de la dette antérieure	231 365	255 849	333 962	347 637	284 627	270 790	304 321
Intérêts de la dette antérieure	120 670	112 470	108 653	103 000	99 097	97 181	104 508
<b>Annuité de la dette antérieure</b>	<b>352 035</b>	<b>368 319</b>	<b>442 615</b>	<b>450 637</b>	<b>383 724</b>	<b>367 971</b>	<b>408 829</b>
Capital de la dette nouvelle					0	6 543	43 715
Intérêts de la dette nouvelle					0	2 805	20 694
<b>Annuité de la dette nouvelle</b>					<b>0</b>	<b>9 348</b>	<b>64 409</b>
Capital	231 365	255 849	333 962	347 637	284 627	277 333	348 036
Intérêts	120 670	112 470	108 653	103 000	99 097	99 987	125 202
<b>Annuité de la dette</b>	<b>352 035</b>	<b>368 319</b>	<b>442 615</b>	<b>450 637</b>	<b>383 724</b>	<b>377 320</b>	<b>473 238</b>

## Annuité de la dette



### 6° Bilan sur l'équilibre financier du BP 2018

La situation financière (ci-après présentée) de la Commune de Cazouls-Lès-Béziers en 2018 serait stable en raison de son éligibilité à la fraction bourg-centre de la Dotation de Solidarité Rurale (240 K€).

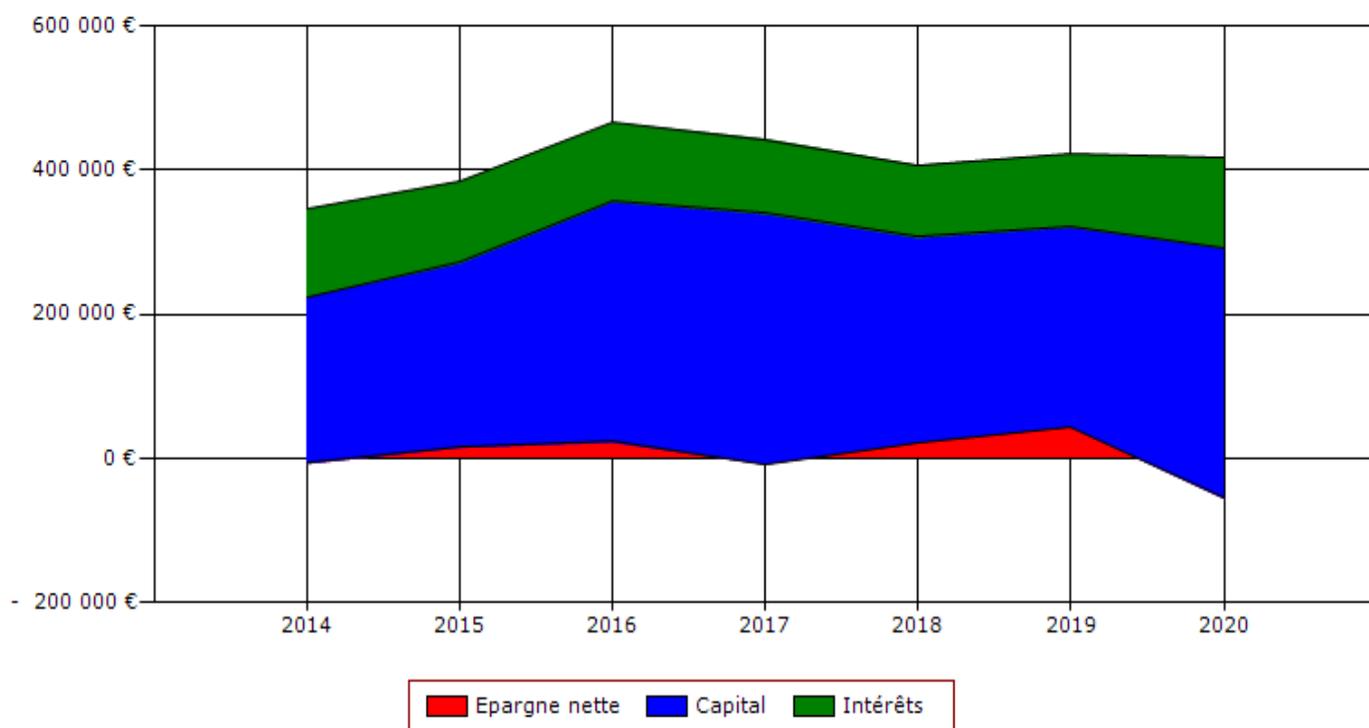
Ainsi, l'épargne nette 2018 s'établirait à 22 K€. Sans cette enveloppe, l'épargne nette serait de – 218 K€.

En effet, sans cette recette de fraction bourg-centre de la Dotation de Solidarité Rurale, la situation financière de la Commune de Cazouls-Lès-Béziers se dégraderait en raison d'un haut niveau prévu de dépenses de fonctionnement alors même que les recettes de fonctionnement sont quasi-stables.

#### CHAINE DE L'EPARGNE

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Produits de fonctionnement courant	3 602 565	3 679 636	3 690 974	3 817 195	4 116 787	4 216 472	4 298 643
- Charges de fonctionnement courant	3 262 941	3 309 820	3 226 741	3 375 488	3 587 581	3 671 873	3 758 348
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>339 624</b>	<b>369 816</b>	<b>464 232</b>	<b>441 707</b>	<b>529 206</b>	<b>544 599</b>	<b>540 295</b>
<b>+ Solde exceptionnel large</b>	<b>5 707</b>	<b>13 917</b>	<b>1 189</b>	<b>1 078</b>	<b>-123 000</b>	<b>-123 000</b>	<b>-123 000</b>
= Produits exceptionnels larges*	9 163	17 306	2 793	13 179	10 000	10 000	10 000
- Charges exceptionnelles larges*	3 457	3 389	1 604	12 101	133 000	133 000	133 000
<b>= EPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>345 331</b>	<b>383 733</b>	<b>465 421</b>	<b>442 785</b>	<b>406 206</b>	<b>421 599</b>	<b>417 295</b>
- Intérêts	120 670	112 470	108 653	103 000	99 097	99 987	125 202
<b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>224 661</b>	<b>271 263</b>	<b>356 768</b>	<b>339 786</b>	<b>307 109</b>	<b>321 612</b>	<b>292 094</b>
- Capital	231 365	255 849	333 962	347 637	284 627	277 333	348 036
<b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>-6 704</b>	<b>15 414</b>	<b>22 806</b>	<b>-7 851</b>	<b>22 482</b>	<b>44 279</b>	<b>-55 942</b>

## Marges d'épargne

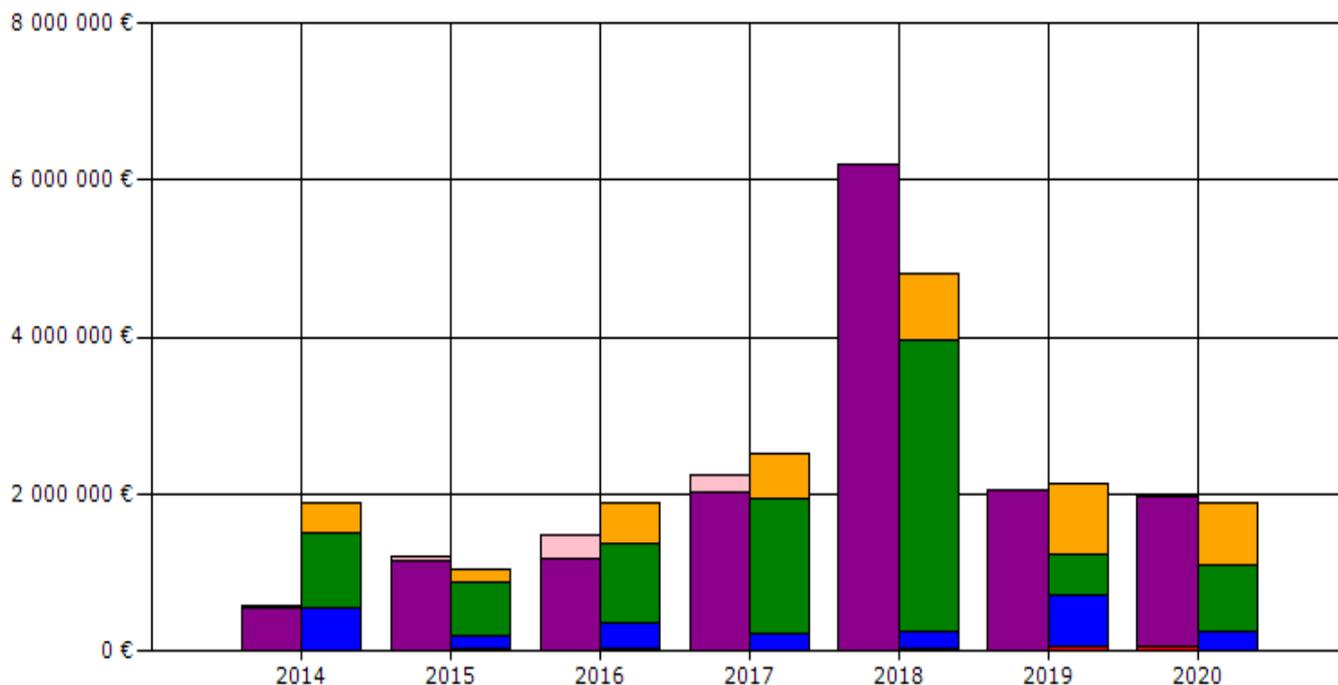


Dans un contexte d'épargne nette quasi nulle depuis 2014 et jusqu'en 2020 et d'un haut niveau de dépenses d'investissement à venir (2018 et 2019), la Commune de Cazouls-Lès-Béziers devrait emprunter en 2018 et 2019, 1,7 M€, dont 681 K€ déjà prévus (auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations) et ce malgré un très haut niveau de subventionnement.

### FINANCEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépenses d'investissement hors dette	567 309	1 207 665	1 485 790	2 230 435	6 214 216	2 054 267	1 909 400
Dépenses d'équipement	566 959	1 148 082	1 167 179	2 008 217	6 214 216	2 054 267	1 909 400
Dépenses financières d'inv.	350	59 583	318 611	222 218	0	0	0
<b>Dép d'inv hors annuité en capital</b>	<b>567 309</b>	<b>1 207 665</b>	<b>1 485 790</b>	<b>2 230 435</b>	<b>6 214 216</b>	<b>2 054 267</b>	<b>1 909 400</b>
<b>Financement de l'investissement</b>	<b>1 885 139</b>	<b>1 032 262</b>	<b>1 875 589</b>	<b>2 510 776</b>	<b>4 806 667</b>	<b>2 130 267</b>	<b>1 834 400</b>
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>-6 704</b>	<b>15 414</b>	<b>22 806</b>	<b>-7 851</b>	<b>22 482</b>	<b>44 279</b>	<b>-55 942</b>
Ressources propres d'inv. (RPI)	541 724	176 912	342 620	213 743	214 045	677 228	252 189
FCTVA	201 300	63 530	154 897	88 575	164 045	611 628	202 189
Produits des cessions	0	0	135 633	1 200	0	15 600	0
Diverses RPI	340 423	113 382	52 090	123 968	50 000	50 000	50 000
Fonds affectés (amendes, ...)	-1 156 000	-1	0	0	0	0	0
Subventions yc DGE / DETR	2 106 120	679 937	1 010 162	1 711 573	3 733 291	508 444	837 944
Emprunt	400 000	160 000	500 000	593 311	836 849	900 316	800 209
<b>Variation de l'excédent global</b>	<b>237 063</b>	<b>-175 403</b>	<b>389 799</b>	<b>280 341</b>	<b>-1 407 549</b>	<b>76 000</b>	<b>-75 000</b>

## Financement de l'investissement



■ Epargne nette   
 ■ Dépenses d'équipement   
 ■ Autres dép. inv.   
 ■ RPI   
 ■ Subv° et autres rec. inv.   
 ■ Emprunt

Les marges de manœuvre financière de la Commune de Cazouls-Lès-Béziers tiennent principalement en ses excédents capitalisés et dans le boni généré par l'éligibilité à la fraction bourg-centre de la Dotation de Solidarité Rurale.

Pour les préserver, l'évolution des dépenses de fonctionnement doit être contenue corolairement aux recettes de fonctionnement. Les dépenses de personnel ayant une progression extrêmement faible (+2.7 %), les leviers d'optimisation identifiés à court terme se situent au niveau des charges à caractère général et de gestion courante.